



CANADA

CONSOLIDATION

CODIFICATION

# Marine Transportation Security Act

# Loi sur la sûreté du transport maritime

S.C. 1994, c. 40

L.C. 1994, ch. 40

Current to June 15, 2011

À jour au 15 juin 2011

Published by the Minister of Justice at the following address:  
<http://laws-lois.justice.gc.ca>

Publié par le ministre de la Justice à l'adresse suivante :  
<http://lois-laws.justice.gc.ca>

OFFICIAL STATUS  
OF CONSOLIDATIONS

CARACTÈRE OFFICIEL  
DES CODIFICATIONS

Subsections 31(1) and (2) of the *Legislation Revision and Consolidation Act*, in force on June 1, 2009, provide as follows:

Les paragraphes 31(1) et (2) de la *Loi sur la révision et la codification des textes législatifs*, en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2009, prévoient ce qui suit:

Published  
consolidation is  
evidence

**31.** (1) Every copy of a consolidated statute or consolidated regulation published by the Minister under this Act in either print or electronic form is evidence of that statute or regulation and of its contents and every copy purporting to be published by the Minister is deemed to be so published, unless the contrary is shown.

**31.** (1) Tout exemplaire d'une loi codifiée ou d'un règlement codifié, publié par le ministre en vertu de la présente loi sur support papier ou sur support électronique, fait foi de cette loi ou de ce règlement et de son contenu. Tout exemplaire donné comme publié par le ministre est réputé avoir été ainsi publié, sauf preuve contraire.

Codifications  
comme élément  
de preuve

Inconsistencies  
in Acts

(2) In the event of an inconsistency between a consolidated statute published by the Minister under this Act and the original statute or a subsequent amendment as certified by the Clerk of the Parliaments under the *Publication of Statutes Act*, the original statute or amendment prevails to the extent of the inconsistency.

(2) Les dispositions de la loi d'origine avec ses modifications subséquentes par le greffier des Parlements en vertu de la *Loi sur la publication des lois* l'emportent sur les dispositions incompatibles de la loi codifiée publiée par le ministre en vertu de la présente loi.

Incompatibilité  
— lois



S.C. 1994, c. 40

L.C. 1994, ch. 40

An Act to provide for the security of marine transportation

Loi concernant la sûreté du transport maritime

[Assented to 15th December 1994]

[Sanctionnée le 15 décembre 1994]

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Marine Transportation Security Act*.

1. *Loi sur la sûreté du transport maritime*.

Titre abrégé

INTERPRETATION

DÉFINITIONS

Definitions

2. (1) In this Act,

2. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

Définitions

"authorized screening"  
« contrôle »

"authorized screening" means anything authorized or required to be done under any regulation, security measure or security rule for the control, observation, inspection and search of persons or goods to prevent the unauthorized possession or carriage of weapons, explosives and incendiaries on board vessels and at marine facilities;

« agent de contrôle » Toute personne désignée à ce titre par le ministre en vertu de l'article 19.1 pour l'application de la présente loi.

« agent de contrôle »  
"screening officer"

"Canadian ship"  
« navire canadien »

"Canadian ship" means a vessel registered under the *Canada Shipping Act, 2001* or registered in Canada before August 1, 1936 under the *Merchant Shipping Act, 1894* of the Parliament of the United Kingdom, 57-58 Victoria, chapter 60, and all Acts adding to or amending that Act;

« bâtiment » Tout type de navire ou d'embarcation pouvant servir à la navigation maritime, ainsi que tout élévateur flottant, hydravion, radeau, aéroglisseur, drague, habitation flottante, plate-forme de forage pétrolier ou digue de billes ou de bois, indépendamment de leur mode de propulsion.

« bâtiment »  
"vessel"

"goods"  
« bien »

"goods" means anything that may be taken or placed on board a vessel, including personal belongings, baggage and cargo;

« bien » Toute chose pouvant être apportée ou placée à bord d'un bâtiment, notamment comme effet personnel, bagage ou fret.

« bien »  
"goods"

"marine facility"  
« installation maritime »

"marine facility" includes

(a) an area of land, water, ice or other supporting surface used, designed, prepared, equipped or set apart for use, either in whole

« conseiller » Membre du Tribunal.

« conseiller »  
French version only

« contrôle » Ensemble des actes autorisés ou exigés en vertu des règlements ou des mesures ou règles de sûreté pour la vérification, la surveillance, l'inspection et la visite des personnes ou des biens en vue de prévenir la possession et le transport non autorisés d'armes, d'explosifs

« contrôle »  
"authorized screening"

	or in part, for the arrival, departure, movement or servicing of vessels,	ou d'engins incendiaires à bord d'un bâtiment ou dans une installation maritime.	
	(b) buildings, installations and equipment on the area, associated with it or used or set apart for handling or storing goods that have been or are destined to be transported on a vessel,	« exploitant » Le propriétaire réel d'un bâtiment non immatriculé et le propriétaire enregistré d'un bâtiment immatriculé, le capitaine et toute autre personne, à l'exclusion du pilote, ayant le commandement ou la direction d'un bâtiment, ainsi que toute personne ayant la direction, la gestion ou le contrôle d'une installation maritime pour son propre compte ou pour le compte d'autrui. Sont assimilés à l'exploitant d'un bâtiment la personne possédant un intérêt bénéficiaire sur celui-ci — notamment un intérêt découlant d'un contrat ou un autre intérêt en equity, né autrement que par voie d'hypothèque —, son locataire et l'affrètement responsable de sa navigation.	« exploitant » “operator”
	(c) equipment and facilities used to provide services relating to marine transportation, and		
	(d) marine installations and structures, as defined in section 2 of the <i>Canadian Laws Offshore Application Act</i> ;		
“Minister” « ministre »	“Minister” means the Minister of Transport;		
“operator” « exploitant »	“operator” means		
	(a) when used in respect of a vessel,	« inspecteur » Toute personne désignée à ce titre par le ministre en vertu de l'article 22 pour l'application de la présente loi.	« inspecteur » “security inspector”
	(i) the actual owner of the vessel, if it is not registered, or the registered owner, if it is registered,		
	(ii) a person having a beneficial interest in the vessel, including an interest arising under contract and any other equitable interest, other than an interest by way of a mortgage,	« installation maritime » S'entend notamment :	« installation maritime » “marine facility”
	(iii) a lessee or charterer of the vessel who is responsible for its navigation, or	a) de tout terrain, plan d'eau ou de glace servant — ou conçu, aménagé, équipé ou réservé pour servir —, en tout ou en partie, aux mouvements ainsi qu'à l'entretien et à la révision des bâtiments;	
	(iv) a master or other person who has command or charge of the vessel, other than a pilot, and	b) des installations qui y sont situées, leur sont rattachées ou sont utilisées ou réservées pour la manutention ou l'entreposage des biens transportés par bâtiment ou destinés à l'être;	
	(b) when used in respect of a marine facility, a person who has the charge, management and control of the facility, whether on that person's own account or as an agent of another person;	c) de l'équipement et des installations destinés à fournir des services liés au transport maritime;	
		d) des ouvrages en mer au sens de l'article 2 de la <i>Loi sur l'application extracôtière des lois canadiennes</i> .	
“proposed security rule” « règle de sûreté proposée »	“proposed security rule” means a rule submitted for the approval of the Minister under section 10;	« mesure de sûreté » Mesure établie par le ministre en vertu de l'article 7.	« mesure de sûreté » “security measure”
“restricted area” « zone réglementée »	“restricted area” means an area established under any regulation, security measure or security rule to which access is restricted to authorized persons;		
“screening officer” « agent de contrôle »	“screening officer” means a person designated by the Minister under section 19.1 as a screening officer for the purposes of this Act;	« ministre » Le ministre des Transports.	« ministre » “Minister”
		« navire canadien » Bâtiment immatriculé au Canada sous le régime de la <i>Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada</i> ou, avant le 1 <sup>er</sup> août 1936, de la loi intitulée <i>Merchant Shipping Act, 1894</i> du Parlement du Royaume-Uni, 57-58 Victoria, chapitre 60, et de toutes les lois qui ajoutent à cette loi ou la modifient.	« navire canadien » “Canadian ship”

“security inspector” « inspecteur »	“security inspector” means a person designated by the Minister under section 22 as a security inspector for the purposes of this Act;	« règle de sûreté » Règle approuvée par le ministre en vertu de l’article 10.	« règle de sûreté » “security rule”
“security measure” « mesure de sûreté »	“security measure” means a measure formulated by the Minister under section 7;	« règle de sûreté proposée » Règle soumise à l’approbation du ministre en vertu de l’article 10.	« règle de sûreté proposée » “proposed security rule”
“security rule” « règle de sûreté »	“security rule” means a rule approved by the Minister under section 10;	« Tribunal » Le Tribunal d’appel des transports du Canada constitué par le paragraphe 2(1) de la <i>Loi sur le Tribunal d’appel des transports du Canada</i> .	« Tribunal » “Tribunal”
“Tribunal” « Tribunal »	“Tribunal” means the Transportation Appeal Tribunal of Canada established by subsection 2(1) of the <i>Transportation Appeal Tribunal of Canada Act</i> ;	« zone réglementée » Toute zone établie en vertu des règlements ou des mesures ou règles de sûreté dont l’accès est réservé aux personnes autorisées.	« zone réglementée » “restricted area”
“vessel” « bâtiment »	“vessel” includes a dredge, floating elevator, floating home, floating oil rig, seaplane, raft, log or lumber boom, air cushion vehicle and any type of ship, boat or craft used or capable of being used for marine navigation, regardless of how it is propelled.		
References to the Minister	(2) Where a provision of this Act authorizes or requires the Minister to do anything, the Minister may authorize it to be done by a person appointed to serve in the Department of Transport in an appropriate capacity and references to the Minister in the provision shall be interpreted as including that person.  1994, c. 40, s. 2; 2001, c. 26, s. 306, c. 29, s. 55.	(2) Le ministre peut déléguer à toute personne ayant la compétence voulue au sein du ministère des Transports l’exercice des attributions que lui confère la présente loi. Le cas échéant, la mention du terme « ministre » vaut également pour le délégué.  1994, ch. 40, art. 2; 2001, ch. 26, art. 306, ch. 29, art. 55.	Délégation par le ministre

#### APPLICATION

Binding on Her Majesty	<b>3.</b> This Act is binding on Her Majesty in right of Canada or a province.
Application to vessels and marine facilities	<b>4.</b> (1) Subject to subsections (2) and (3), this Act applies in respect of (a) vessels and marine facilities in Canada; (b) Canadian ships outside Canada; and (c) marine installations and structures, as provided in sections 5 and 6 of the <i>Canadian Laws Offshore Application Act</i> .
Limitation	(2) This Act does not apply so as to require or authorize any person outside Canada to contravene the law of a foreign country or any Canadian ship outside Canada to be operated in contravention of that law.
Limitation - military vessels, etc.	(3) This Act does not apply in respect of (a) vessels and marine facilities operated under the authority of the Minister of National Defence; or

#### CHAMP D’APPLICATION

<b>3.</b> La présente loi lie Sa Majesté du chef du Canada ou d’une province.	Obligation de Sa Majesté
<b>4.</b> (1) La présente loi s’applique aux bâtiments et aux installations maritimes au Canada et aux navires canadiens se trouvant à l’étranger, de même qu’aux ouvrages en mer, conformément aux articles 5 et 6 de la <i>Loi sur l’application extracôtière des lois canadiennes</i> .	Règle générale
(2) La présente loi n’a toutefois pas pour effet d’autoriser ou d’obliger des personnes ou des navires canadiens se trouvant dans les limites d’un pays étranger à contrevenir aux lois de celui-ci.	Respect des lois étrangères
(3) La présente loi ne s’applique pas aux bâtiments ou aux installations maritimes exploités sous l’autorité du ministre de la Défense nationale ni aux bâtiments militaires d’un pays	Bâtiments militaires, installations maritimes, etc.

(b) military vessels of a foreign country to the extent that the Minister of National Defence may exempt them from the application of this Act.

#### REGULATIONS

5. (1) The Governor in Council may make regulations respecting the security of marine transportation, including regulations

(a) for preventing unlawful interference with marine transportation and ensuring that appropriate action is taken where that interference occurs or could occur;

(b) requiring or authorizing screening for the purpose of protecting persons, goods, vessels and marine facilities;

(c) respecting the establishment of restricted areas;

(d) respecting the keeping and preservation of records and documents relating to the security of marine operations, including copies of the regulations, security measures and security rules;

(e) for requiring the records and documents to be filed with the Minister or provided on request; and

(f) respecting the protection, preservation and return of any evidence that has been seized under this Act without a warrant or any vessel that has been detained under this Act.

(2) Every person who contravenes a regulation made under subsection (1) is guilty of an offence punishable on summary conviction and liable

(a) in the case of an individual, to a fine not exceeding \$5,000 or to imprisonment for a term not exceeding six months or to both; or

(b) in the case of a corporation, to a fine not exceeding \$100,000.

1994, c. 40, s. 5; 2001, c. 29, s. 56.

6. The Governor in Council may make regulations respecting

(a) the form and manner of giving notice under this Act; and

(b) the service of documents required or authorized to be served under this Act, includ-

étranger qu'il soustrait, dans quelque mesure que ce soit, à son application.

#### RÈGLEMENTS

5. (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, régir la sûreté du transport maritime et notamment :

a) viser à prévenir les atteintes illicites au transport maritime et, lorsque de telles atteintes surviennent ou risquent de survenir, faire en sorte que des mesures efficaces soient prises pour y parer;

b) exiger ou autoriser un contrôle pour la sécurité des personnes, des biens, des bâtiments et des installations maritimes;

c) régir l'établissement de zones réglementées;

d) régir la tenue et la conservation de dossiers et d'autres documents relatifs à la sûreté des opérations maritimes, notamment des copies de règlements, de mesures et de règles de sûreté;

e) prévoir l'exigence du dépôt auprès du ministre de ces documents ou leur fourniture sur demande;

f) régir la préservation et la restitution de tout élément de preuve saisi sans mandat ou de tout bâtiment retenu en application de la présente loi.

(2) L'inobservation de ces règlements constitue une infraction passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire :

a) dans le cas d'une personne physique, d'une amende maximale de 5 000 \$ et d'un emprisonnement maximal de six mois, ou de l'une de ces peines;

b) dans le cas d'une personne morale, d'une amende maximale de 100 000 \$.

1994, ch. 40, art. 5; 2001, ch. 29, art. 56.

6. Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

a) régir les avis prévus par la présente loi;

b) régir, notamment par l'établissement de présomptions et de règles de preuve, la signi-

Regulations respecting security

Règlements en matière de sûreté

Offences relating to the regulations

Infraction

Notices and service of documents

Avis et signification ou notification de documents

ing the manner of serving them, the proof of their service and the circumstances under which they are deemed to have been served.

1994, c. 40, s. 6; 2001, c. 29, s. 56.

#### SECURITY MEASURES

Minister may formulate security measures

7. (1) The Minister may formulate measures respecting the security of marine transportation, including measures containing provisions that may be included in the regulations.

Operators to carry out security measures

(2) The Minister may, by notice in writing, require or authorize the operator of a vessel or marine facility to carry out the security measures, and the measures may apply instead of or in addition to any provision of the regulations.

Minister may carry out security measures

8. (1) The Minister may carry out security measures on any vessel or at any marine facility where the Minister considers that the security of persons or goods is not adequately protected or is not protected in accordance with this Act, the regulations and any applicable security measures and security rules.

Liability for costs

(2) The operators of the vessel or marine facility are jointly and severally liable to Her Majesty in right of Canada for the costs incurred by the Minister in carrying out the security measures.

Offences relating to security measures

9. Every operator who does not carry out security measures that the operator is required to carry out, and every person who wilfully obstructs a person who is carrying out security measures, is guilty of an offence and liable

(a) on conviction on indictment

(i) in the case of an individual, to a fine not exceeding \$10,000 or to imprisonment for a term not exceeding one year or to both, or

(ii) in the case of a corporation, to a fine not exceeding \$200,000; or

(b) on summary conviction

(i) in the case of an individual, to a fine not exceeding \$5,000 or to imprisonment for a term not exceeding six months or to both, or

(ii) in the case of a corporation, to a fine not exceeding \$100,000.

fication ou la notification de documents autorisée ou exigée par la présente loi.

1994, ch. 40, art. 6; 2001, ch. 29, art. 56.

#### MESURES DE SÛRETÉ

Pouvoir du ministre

7. (1) Le ministre peut établir des mesures pour la sûreté du transport maritime; ces mesures peuvent comprendre des dispositions déjà prévues par règlement.

Mise en œuvre

(2) Le ministre peut, par avis écrit, obliger ou autoriser l'exploitant à mettre en œuvre des mesures de sûreté pouvant s'ajouter ou se substituer à des dispositions réglementaires.

Mise en œuvre par le ministre

8. (1) Le ministre peut mettre en œuvre des mesures de sûreté à bord d'un bâtiment ou dans une installation maritime s'il estime que la sécurité des personnes et des biens n'y est pas adéquatement assurée ou conforme à la présente loi, aux règlements ou aux mesures ou règles de sûreté applicables.

Frais de mise en œuvre

(2) Les exploitants d'un bâtiment ou d'une installation maritime sont solidairement responsables envers Sa Majesté du chef du Canada des frais exposés par le ministre pour y mettre en œuvre des mesures de sûreté.

Infraction

9. L'inexécution par l'exploitant des mesures de sûreté obligatoires et toute entrave volontaire à leur exécution constituent des infractions passibles, sur déclaration de culpabilité :

a) par mise en accusation :

(i) dans le cas d'une personne physique, d'une amende maximale de 10 000\$ et d'un emprisonnement maximal d'un an, ou de l'une de ces peines,

(ii) dans le cas d'une personne morale, d'une amende maximale de 200 000\$;

b) par procédure sommaire :

(i) dans le cas d'une personne physique, d'une amende maximale de 5 000\$ et d'un emprisonnement maximal de six mois, ou de l'une de ces peines,

(ii) dans le cas d'une personne morale, d'une amende maximale de 100 000\$.

SECURITY RULES

RÈGLES DE SÛRETÉ

Purpose of section	<p><b>10.</b> (1) The purpose of this section is to allow operators of vessels and marine facilities to formulate and operate under security rules as an alternative to security measures required or authorized by the Minister, but this section does not limit the authority of the Minister to require or authorize security measures.</p>	<p><b>10.</b> (1) Le présent article a pour objectif de permettre à l'exploitant d'établir et de mettre en œuvre des règles de sûreté pouvant se substituer aux mesures de sûreté exigées ou autorisées par le ministre sans pour autant restreindre le pouvoir de celui-ci de ce faire.</p>	Objectif
Formulation of rules	<p>(2) The operator of a vessel or marine facility may formulate rules respecting any matter relating to the security of the vessel or facility and the operator may submit the rules to the Minister for approval.</p>	<p>(2) L'exploitant peut soumettre les règles qu'il établit pour la sûreté du bâtiment ou de l'installation maritime à l'approbation du ministre.</p>	Règles de sûreté
Minister may request rules	<p>(3) The Minister may, by notice in writing, request the operator of a vessel or marine facility</p> <p>(a) to formulate rules respecting any matter specified in the notice relating to the security of the vessel or facility; and</p> <p>(b) to submit the rules to the Minister within any period specified in the notice.</p>	<p>(3) Le ministre peut, par avis écrit, demander à un exploitant de lui soumettre dans le délai imparti des règles concernant toute matière qu'il indique pour la sûreté du bâtiment ou de l'installation maritime.</p>	Demande du ministre
Consultation	<p>(4) Before submitting the rules, the operator shall consult persons who are likely to be directly affected by the rules, including any persons specified in the notice by the Minister.</p>	<p>(4) L'exploitant consulte les personnes susceptibles d'être directement touchées par ces règles, notamment les personnes que le ministre lui indique, avant de les lui soumettre.</p>	Consultation
Results of consultation	<p>(5) When submitting the rules, the operator shall also submit a statement identifying the persons consulted and describing any disagreement they may have expressed about the rules.</p>	<p>(5) L'exploitant joint aux règles une déclaration dans laquelle il indique les personnes consultées et, le cas échéant, leurs points de désaccord.</p>	Résultats de la consultation
Approval of rules	<p>(6) Within one hundred and twenty days after the rules have been submitted, the Minister shall decide whether to approve them and shall notify the operator of the decision in writing and, if the Minister approves the rules,</p> <p>(a) the Minister may make the approval subject to any conditions the Minister considers appropriate;</p> <p>(b) the operator shall notify the persons who were consulted that the rules have been approved; and</p> <p>(c) the operator shall carry out the rules and any conditions of their approval until the approval is revoked.</p>	<p>(6) Le ministre fait connaître sa décision par écrit dans les cent vingt jours. En cas d'approbation, il peut assortir les règles de sûreté des conditions qu'il juge utiles et l'exploitant est tenu, d'une part, d'aviser les personnes consultées de leur approbation et, d'autre part, de mettre en œuvre les règles de sûreté et leurs conditions jusqu'à révocation de l'approbation.</p>	Approbation des règles
Rules not approved	<p>(7) If the Minister decides not to approve the rules, the Minister shall give the operator reasons for the decision and the Minister may request the operator to revise and resubmit the</p>	<p>(7) En cas de rejet, le ministre fait connaître à l'exploitant les motifs de sa décision et peut lui impartir un délai pour soumission de règles révisées.</p>	Rejet



rules within any period that the Minister may specify.

Amendments to security rules

(8) Amendments to security rules may be submitted and approved in the same way as are the security rules they amend and, when approved, have the same effect.

(8) La procédure de soumission et d'approbation des règles de sûreté est la même pour leur modification et leur confère le même effet.

Modification des règles

Revocation of approval

(9) The Minister may revoke the approval of security rules, either at the request of the operator or otherwise.

(9) L'approbation est révoquée.

Révocation de l'approbation

Offences relating to security rules

**11.** Every operator who does not carry out security rules and conditions approved by the Minister in relation to the operator, and every person who wilfully obstructs a person who is carrying out security rules, is guilty of an offence and liable

**11.** L'inexécution par l'exploitant des règles de sûreté ou des conditions dont elles sont assorties et l'entrave volontaire à leur mise en œuvre constituent des infractions passibles, sur déclaration de culpabilité :

Infraction

(a) on conviction on indictment

(i) in the case of an individual, to a fine not exceeding \$10,000 or to imprisonment for a term not exceeding one year or to both, or

(ii) in the case of a corporation, to a fine not exceeding \$200,000; or

(b) on summary conviction

(i) in the case of an individual, to a fine not exceeding \$5,000 or to imprisonment for a term not exceeding six months or to both, or

(ii) in the case of a corporation, to a fine not exceeding \$100,000.

a) par mise en accusation :

(i) dans le cas d'une personne physique, d'une amende maximale de 10 000\$ et d'un emprisonnement maximal d'un an, ou de l'une de ces peines,

(ii) dans le cas d'une personne morale, d'une amende maximale de 200 000\$;

b) par procédure sommaire :

(i) dans le cas d'une personne physique, d'une amende maximale de 5 000\$ et d'un emprisonnement maximal de six mois, ou de l'une de ces peines,

(ii) dans le cas d'une personne morale, d'une amende maximale de 100 000\$.

**11.1** [Repealed, 2008, c. 21, s. 64]

**11.1** [Abrogé, 2008, ch. 21, art. 64]

#### EXEMPTIONS

#### EXEMPTION

Exemption by Minister

**12.** The Minister may, on any terms and conditions the Minister considers necessary, exempt any person, vessel or marine facility from the application of any regulation, security measure or security rule if, in the opinion of the Minister, the exemption is in the public interest and is not likely to affect marine security.

**12.** Le ministre peut, aux conditions qu'il juge nécessaires, soustraire toute personne ou tout bâtiment ou installation maritime à l'application des règlements ou des mesures ou règles de sûreté s'il estime qu'il est dans l'intérêt public de le faire et que la sûreté du transport maritime ne risque pas d'en être compromise.

Exemption par le ministre

#### CONFIDENTIALITY OF SECURITY MEASURES AND SECURITY RULES

#### CONFIDENTIALITÉ DES MESURES ET RÈGLES DE SÛRETÉ

Prohibition against disclosure

**13.** (1) No person shall disclose to any other person the substance of a security measure, security rule or proposed security rule unless the disclosure is

**13.** (1) Il est interdit de communiquer la teneur des mesures ou règles de sûreté ou des règles de sûreté proposées sauf si la communication est soit nécessaire à leur efficacité ou légalement exigée, soit autorisée par le ministre

Interdiction de communication

(a) authorized by the Minister;

	(b) ordered by a court or other body under section 14;	ou ordonnée par un tribunal ou autre organisme en vertu de l'article 14.	
	(c) required by any law; or		
	(d) necessary to give effect to the measure or rule.		
Offence	(2) Every person who contravenes subsection (1) is guilty of an offence punishable on summary conviction and liable	(2) L'inobservation du paragraphe (1) constitue une infraction passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire :	Infraction
	(a) in the case of an individual, to a fine not exceeding \$5,000 or to imprisonment for a term not exceeding six months or to both; or	a) dans le cas d'une personne physique, d'une amende maximale de 5 000\$ et d'un emprisonnement maximal de six mois, ou de l'une de ces peines;	
	(b) in the case of a corporation, to a fine not exceeding \$100,000.	b) dans le cas d'une personne morale, d'une amende maximale de 100 000\$.	
Court to inform Minister	<b>14.</b> (1) Where a request is made for the production or discovery of a security measure, security rule or proposed security rule in any proceeding before a court or other body having jurisdiction to compel its production or discovery, the court or other body shall	<b>14.</b> (1) Saisi d'une demande de production ou de divulgation, le tribunal ou tout autre organisme compétent pour y contraindre la notifie au ministre — si celui-ci n'est pas partie à la procédure — et examine à huis clos les mesures ou règles de sûreté visées, ou les règles de sûreté proposées, en lui donnant la possibilité de présenter ses observations.	Notification au ministre
	(a) notify the Minister of the request, if the Minister is not a party to the proceeding; and		
	(b) examine the measure or rule in a hearing closed to the public and give the Minister a reasonable opportunity to make representations with respect to it.		
Order for production and discovery	(2) If the court or other body concludes that the public interest in the proper administration of justice outweighs the interests that would be protected by non-disclosure, the court or other body	(2) S'il conclut, en l'espèce, que l'intérêt public d'une bonne administration de la justice a prépondérance sur la protection conférée aux mesures ou aux règles, le tribunal ou autre organisme doit en ordonner la production et la divulgation, sous réserve des conditions qu'il juge indiquées; il peut en outre enjoindre à toute personne de témoigner à leur sujet.	Ordre de production et de divulgation
	(a) shall order the production and discovery of the measure or rule, subject to any restrictions or conditions that the court or other body considers appropriate; and		
	(b) may require any person to give evidence relating to the measure or rule.		
Security measures and security rules not statutory instruments	<b>15.</b> Security measures and security rules are not statutory instruments for the purposes of the <i>Statutory Instruments Act</i> .	<b>15.</b> Les mesures et règles de sûreté ne sont pas des textes réglementaires au sens de la <i>Loi sur les textes réglementaires</i> .	Statut des mesures et règles de sûreté

#### DIRECTIONS TO VESSELS

Security threats **16.** (1) Where the Minister has reasonable grounds to believe that a vessel is a threat to the security of any person or thing, including any goods, vessel or marine facility, the Minister may direct the vessel

#### INJONCTIONS AUX BÂTIMENTS

Menaces **16.** (1) Le ministre peut, s'il a des motifs raisonnables de croire qu'un bâtiment constitue une menace pour la sécurité des personnes ou des choses — notamment des biens, des bâti-

	<p>(a) to proceed to a place specified by the Minister in accordance with any instructions the Minister may give regarding the route and manner of proceeding and to remain at the place until the Minister is satisfied that the security threat no longer exists;</p> <p>(b) to proceed out of Canada in accordance with any instructions the Minister may give regarding the route and manner of proceeding; or</p> <p>(c) to remain outside Canada.</p>	<p>ments ou des installations maritimes —, lui enjoindre, selon le cas :</p> <p>a) de gagner un lieu précis, par la route et de la manière prescrites, et d'y demeurer jusqu'à ce qu'il soit convaincu que la menace a disparu;</p> <p>b) de quitter le Canada par la route et de la manière prescrites;</p> <p>c) de rester à l'extérieur du Canada.</p>	
Inadequate security measures	<p>(2) The Minister may direct that a vessel registered outside Canada remain outside Canada, proceed out of Canada or not enter or dock at a marine facility if the Minister has reasonable grounds to believe that the vessel or any persons or goods on board it have not been subjected to screening or other measures equivalent to the authorized screening or other measures that would apply under this Act if the vessel were registered in Canada.</p>	<p>(2) Le ministre peut enjoindre à tout bâtiment immatriculé à l'extérieur du Canada de rester à l'extérieur du Canada ou de ne pas entrer ou accoster dans une installation maritime s'il a des motifs raisonnables de croire que le bâtiment ou des personnes ou biens se trouvant à son bord n'ont pas été soumis à un contrôle ou à d'autres mesures sécuritaires équivalents à ceux applicables, en vertu de la présente loi, à un bâtiment immatriculé au Canada.</p>	Mesures de sûreté inadéquates
Directions not statutory instruments	<p>(3) For greater certainty, a direction issued under this section is not a statutory instrument for the purposes of the <i>Statutory Instruments Act</i>, but no operator shall be found to have contravened the direction unless it is proved that, at the date of the alleged contravention, reasonable steps had been taken to bring the substance of the direction to the attention of the operator.</p>	<p>(3) Il est entendu que les injonctions prises en vertu du présent article ne sont pas des textes réglementaires au sens de la <i>Loi sur les textes réglementaires</i>, mais aucun exploitant ne peut être déclaré coupable d'y avoir contrevenu à moins qu'il ne soit établi qu'au moment de la prétendue contravention le nécessaire avait été fait pour en porter la teneur à sa connaissance.</p>	Statut des injonctions
Evidence of notice	<p>(4) A certificate appearing to be signed by the Minister, stating that a notice containing the direction was given to the operator of the vessel, is evidence that reasonable steps were taken to bring its substance to the attention of the operator.</p>	<p>(4) Le certificat censé être signé par le ministre et attestant qu'un avis, accompagné du texte de l'injonction, a été donné à l'exploitant constitue la preuve que le nécessaire a été fait pour en porter la teneur à sa connaissance.</p>	Certificat
Offences relating to directions	<p><b>17.</b> An operator of a vessel that contravenes a direction is guilty of an offence and liable</p> <p>(a) on conviction on indictment</p> <p>(i) in the case of an individual, to a fine not exceeding \$10,000 or to imprisonment for a term not exceeding one year or to both, or</p> <p>(ii) in the case of a corporation, to a fine not exceeding \$200,000; or</p> <p>(b) on summary conviction</p> <p>(i) in the case of an individual, to a fine not exceeding \$5,000 or to imprisonment</p>	<p><b>17.</b> L'inobservation d'une injonction par l'exploitant d'un bâtiment constitue une infraction passible, sur déclaration de culpabilité :</p> <p>a) par mise en accusation :</p> <p>(i) dans le cas d'une personne physique, d'une amende maximale de 10 000\$ et d'un emprisonnement maximal d'un an, ou de l'une de ces peines,</p> <p>(ii) dans le cas d'une personne morale, d'une amende maximale de 200 000\$;</p> <p>b) par procédure sommaire :</p> <p>(i) dans le cas d'une personne physique, d'une amende maximale de 5 000\$ et</p>	Infraction

for a term not exceeding six months or to both, or

(ii) in the case of a corporation, to a fine not exceeding \$100,000.

d'un emprisonnement maximal de six mois, ou de l'une de ces peines,

(ii) dans le cas d'une personne morale, d'une amende maximale de 100 000 \$.

#### NOTICES TO OPERATORS

#### AVIS À UN EXPLOITANT

Effect of giving notice

**18.** A notice given to an operator of a vessel or marine facility or to an agent of the operator is effective with respect to that operator and any other operator of the vessel or marine facility.

**18.** L'avis donné à l'exploitant d'un bâtiment ou d'une installation maritime, ou à son mandataire, vaut pour tous les exploitants de ce bâtiment ou de cette installation maritime.

Effet

#### SCREENING

#### CONTRÔLE

Definition of "designation"

**19.** For the purposes of sections 19.1 to 19.8, "designation" includes any privilege accorded by a designation.

1994, c. 40, s. 19; 2001, c. 29, s. 57.

**19.** Pour l'application des articles 19.1 à 19.8, est assimilé à la désignation tout avantage qu'elle octroie.

1994, ch. 40, art. 19; 2001, ch. 29, art. 57.

Définition de « désignation »

Designation of screening officers

**19.1** The Minister may designate persons or classes of persons to act as screening officers for the purposes of this Act or any of its provisions.

2001, c. 29, s. 57.

**19.1** Le ministre peut désigner des personnes, individuellement ou par catégorie, pour remplir les fonctions d'agent de contrôle dans le cadre de la présente loi ou de telle de ses dispositions.

2001, ch. 29, art. 57.

Désignation

Refusal to designate, etc.

**19.2** (1) The Minister may refuse to designate a person as a screening officer under section 19.1, or may suspend, cancel or refuse to renew the designation of a person as a screening officer, if the Minister is of the opinion that the person is incompetent, does not meet the qualifications or fulfil the conditions required for the designation or ceases to meet the qualifications or fulfil the conditions of the designation.

**19.2** (1) Le ministre peut suspendre, annuler ou refuser de renouveler la désignation d'un agent de contrôle, ou refuser de désigner une personne à titre d'agent de contrôle, s'il estime que l'intéressé est inapte ou ne répond pas — ou ne répond plus — aux conditions de délivrance ou de maintien en état de validité de la désignation.

Suspension, annulation ou refus pour inaptitude

Suspension or cancellation of designation for contraventions

(2) The Minister may suspend or cancel the designation of a person as a screening officer if the Minister is of the opinion that the person has contravened this Act or any regulation, security measure or security rule, or any condition referred to in subsection 10(6).

(2) Le ministre peut suspendre ou annuler la désignation de l'agent de contrôle s'il estime que celui-ci contrevient à la présente loi, aux règlements, aux mesures de sûreté, aux règles de sûreté, ou aux conditions visées au paragraphe 10(6).

Suspension ou annulation pour contravention à la loi

Suspension for immediate threat

(3) The Minister may suspend the designation of a person as a screening officer if the Minister is of the opinion that the exercise by the person of the functions of a screening officer constitutes, or is likely to constitute, an immediate threat to marine transportation security.

2001, c. 29, s. 57.

(3) Le ministre peut suspendre la désignation de l'agent de contrôle s'il estime que l'exercice, par lui, des fonctions d'agent de contrôle constitue un danger immédiat ou probable pour la sûreté du transport maritime.

2001, ch. 29, art. 57.

Suspension pour motif de sûreté

Notice

**19.3** (1) If the Minister decides to refuse to designate a person as a screening officer or de-

**19.3** (1) S'il décide de suspendre, d'annuler ou de refuser de renouveler la désignation de

Avis

	<p>cides to suspend, cancel or refuse to renew a person's designation as a screening officer, the Minister shall notify the person of that decision.</p>	<p>l'agent de contrôle, ou de refuser de désigner une personne à titre d'agent de contrôle, le ministre notifie à l'intéressé avis de sa décision.</p>	
Contents of notice	<p>(2) A notice under subsection (1) shall include</p> <p>(a) the grounds for the Minister's decision; and</p> <p>(b) the address at which, and the date, being thirty days after the notice is given, on or before which, the person may file a request for a review of the decision.</p>	<p>(2) Sont notamment indiqués dans l'avis :</p> <p>a) les motifs de la décision du ministre;</p> <p>b) le lieu et la date limite, à savoir trente jours après la notification de l'avis, du dépôt d'une éventuelle requête en révision.</p>	Contenu de l'avis
Effective date of suspension or cancellation	<p>(3) In the case of a suspension or cancellation, the effective date of the decision shall not be earlier than</p> <p>(a) in the case of a decision made under subsection 19.2(1) or (3), the day that the notice was received by the person; and</p> <p>(b) in the case of a decision made under subsection 19.2(2), the thirtieth day after the notice is given.</p> <p>2001, c. 29, s. 57.</p>	<p>(3) Dans le cas d'une suspension ou d'une annulation, la date de prise d'effet de la décision :</p> <p>a) si celle-ci est rendue en vertu des paragraphes 19.2(1) ou (3), ne peut être antérieure à la date de réception de l'avis par l'intéressé;</p> <p>b) si celle-ci est rendue en vertu du paragraphe 19.2(2), ne peut être antérieure au trentième jour suivant la notification de l'avis.</p> <p>2001, ch. 29, art. 57.</p>	Prise d'effet
Request for review	<p><b>19.4</b> (1) A person affected by a decision of the Minister under section 19.2 may, on or before the date specified in the notice under subsection 19.3(1) or within any further time that the Tribunal on application allows, file a written request for a review of the decision.</p>	<p><b>19.4</b> (1) L'intéressé peut faire réviser la décision du ministre en déposant une requête auprès du Tribunal, au plus tard à la date limite qui est indiquée à l'avis, ou dans le délai supérieur éventuellement accordé à sa demande par le Tribunal.</p>	Requête en révision
Effect of request	<p>(2) A request under subsection (1) for a review of a decision of the Minister does not operate as a stay of the decision.</p>	<p>(2) Le dépôt d'une requête en révision n'a pas pour effet de suspendre la décision.</p>	Effet de la requête
Exception	<p>(3) On application in writing by the person affected by a decision made under subsection 19.2(2), after giving any notice to the Minister that is, in the member's opinion, necessary and after considering any representations made by the parties, a member of the Tribunal assigned for the purpose may grant a stay of the decision until the review is completed, unless he or she is of the opinion that granting a stay would constitute a threat to marine transportation security.</p> <p>2001, c. 29, s. 57.</p>	<p>(3) Sauf s'il estime que cela constituerait un danger pour la sûreté du transport maritime, le conseiller commis à l'affaire qui est saisi d'une demande écrite de l'intéressé peut, après avoir donné au ministre le préavis qu'il estime indiqué et avoir entendu les observations des parties, prononcer la suspension de la décision rendue en vertu du paragraphe 19.2(2) jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la requête en révision.</p> <p>2001, ch. 29, art. 57.</p>	Exception
Time and place for review	<p><b>19.5</b> (1) On receipt of a request filed under subsection 19.4(1), the Tribunal shall appoint a time and place for the review and shall notify</p>	<p><b>19.5</b> (1) Le Tribunal, sur réception de la requête, fixe la date, l'heure et le lieu de l'audience et en avise par écrit le ministre et l'intéressé.</p>	Audience

Review procedure	<p>the Minister and the person who filed the request of the time and place in writing.</p> <p>(2) The member of the Tribunal assigned to conduct the review shall provide the Minister and the person who filed the request with an opportunity consistent with procedural fairness and natural justice to present evidence and make representations.</p>	<p>(2) À l'audience, le conseiller commis à l'affaire accorde au ministre et à l'intéressé la possibilité de présenter leurs éléments de preuve et leurs observations, conformément aux principes de l'équité procédurale et de la justice naturelle.</p>	Déroulement
Person not compelled to testify	<p>(3) In a review of a decision made under subsection 19.2(2), the person who filed the request for the review is not required, and shall not be compelled, to give any evidence or testimony in the matter.</p>	<p>(3) Dans le cas visé par le paragraphe 19.2(2), l'auteur de la présumée contravention n'est pas tenu de témoigner.</p>	Non-contraignabilité à témoigner
Determination	<p>(4) The member may</p> <p>(a) in the case of a decision made under subsection 19.2(1) or (3), confirm the decision or refer the matter back to the Minister for reconsideration; or</p> <p>(b) in the case of a decision made under subsection 19.2(2), confirm the decision or substitute his or her own determination.</p> <p>2001, c. 29, s. 57.</p>	<p>(4) Le conseiller peut :</p> <p>a) dans les cas visés aux paragraphes 19.2(1) ou (3), confirmer la décision ou renvoyer l'affaire au ministre pour réexamen;</p> <p>b) dans le cas visé au paragraphe 19.2(2), confirmer la décision ou y substituer sa propre décision.</p> <p>2001, ch. 29, art. 57.</p>	Décision
Right of appeal	<p><b>19.6</b> (1) Within thirty days after the determination,</p> <p>(a) a person affected by the determination may appeal a determination made under paragraph 19.5(4)(a) to the Tribunal; or</p> <p>(b) a person affected by the determination or the Minister may appeal a determination made under paragraph 19.5(4)(b) to the Tribunal.</p>	<p><b>19.6</b> (1) Le ministre ou toute personne concernée peuvent faire appel au Tribunal de la décision rendue en vertu de l'alinéa 19.5(4)b); seule une personne concernée peut faire appel de celle rendue en vertu de l'alinéa 19.5(4)a). Dans tous les cas, le délai d'appel est de trente jours suivant la décision.</p>	Appel
Loss of right of appeal	<p>(2) A party that does not appear at a review hearing is not entitled to appeal a determination, unless they establish that there was sufficient reason to justify their absence.</p>	<p>(2) La partie qui ne se présente pas à l'audience portant sur la requête en révision perd le droit de porter la décision en appel, à moins qu'elle ne fasse valoir des motifs valables justifiant son absence.</p>	Perte du droit d'appel
Disposition of appeal	<p>(3) The appeal panel of the Tribunal assigned to hear the appeal may</p> <p>(a) in the case of a determination made under paragraph 19.5(4)(a), dismiss the appeal or refer the matter back to the Minister for reconsideration; or</p> <p>(b) in the case of a determination made under paragraph 19.5(4)(b), dismiss the appeal, or allow the appeal and substitute its own decision.</p> <p>2001, c. 29, s. 57.</p>	<p>(3) Le comité du Tribunal peut :</p> <p>a) dans les cas d'une décision visée à l'alinéa 19.5(4) a), rejeter l'appel ou renvoyer l'affaire au ministre pour réexamen;</p> <p>b) dans les cas d'une décision visée à l'alinéa 19.5(4)b), rejeter l'appel ou y faire droit et substituer sa propre décision à celle en cause.</p> <p>2001, ch. 29, art. 57.</p>	Sort de l'appel

Decision to remain in effect pending reconsideration	<p><b>19.7</b> If a matter is referred back to the Minister for reconsideration under paragraph 19.5(4)(a) or 19.6(3)(a), the decision of the Minister under subsection 19.2(1) or (3) to suspend or cancel a designation remains in effect until the reconsideration is concluded. However, the member who made the determination or the appeal panel, after considering any representations made by the parties, may grant a stay of a decision under subsection 19.2(1) to suspend or cancel a designation until the reconsideration is concluded, if the member or panel is satisfied that granting a stay would not constitute a threat to marine transportation security.</p> <p>2001, c. 29, s. 57.</p>	<p><b>19.7</b> En cas de renvoi de l'affaire au ministre au titre des alinéas 19.5(4)a) ou 19.6(3)a), la décision du ministre de suspendre ou d'annuler la désignation continue d'avoir effet. Toutefois, le conseiller ou le comité peut, après avoir entendu les observations des parties et s'il estime que cela ne constitue pas un danger pour la sûreté du transport maritime, prononcer la suspension de la décision de suspendre ou d'annuler la désignation rendue en vertu du paragraphe 19.2(1) jusqu'à ce que le ministre ait réexaminé sa décision.</p> <p>2001, ch. 29, art. 57.</p>	<p>Maintien de la décision en cas de renvoi au ministre</p>
Reconsideration	<p><b>19.8</b> (1) In the case of a decision made under subsection 19.2(3), if the appeal panel has, on an appeal under section 19.6, dismissed the appeal or if the Minister has, after reconsidering the matter pursuant to paragraph 19.5(4)(a) or 19.6(3)(a), confirmed the suspension, the person affected by the decision may, in writing, request the Minister to reconsider whether the exercise by the person of the functions of a screening officer continues to constitute, or is likely to continue to constitute, an immediate threat to marine transportation security.</p>	<p><b>19.8</b> (1) Dans le cas d'une décision visée au paragraphe 19.2(3), si le comité rejette l'appel ou que le ministre maintient la suspension après réexamen de la décision conformément aux alinéas 19.5(4)a) ou 19.6(3)a), l'intéressé peut, par écrit, demander au ministre de réexaminer la question de savoir s'il y a toujours danger immédiat ou probable pour la sûreté du transport maritime.</p>	<p>Réexamen</p>
Procedure applicable	<p>(2) On the receipt of a request by a person under subsection (1), the Minister shall without delay conduct the reconsideration and inform the person of his or her decision regarding the request. Sections 19.3 to 19.7 apply in respect of that decision with any modifications that are necessary.</p> <p>2001, c. 29, s. 57.</p>	<p>(2) Sur réception de la demande, le ministre procède sans délai au réexamen et informe l'intéressé de sa décision. Les articles 19.3 à 19.7 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à sa décision.</p> <p>2001, ch. 29, art. 57.</p>	<p>Procédure applicable</p>
Screening before boarding	<p><b>20.</b> (1) A screening officer may require a person or any goods to undergo authorized screening before the person or goods come on board a vessel or enter a restricted area and, where so required,</p> <p>(a) the person shall not board the vessel or enter the restricted area unless the person has undergone the authorized screening; and</p> <p>(b) no person shall bring the goods on board the vessel or into the restricted area unless the goods have undergone the authorized screening.</p>	<p><b>20.</b> (1) Il est interdit à quiconque de monter à bord d'un bâtiment ou de pénétrer dans une zone réglementée — ou d'y mettre des biens — sans avoir subi le contrôle, pour lui-même ou ceux-ci, que peut exiger l'agent de contrôle.</p>	<p>Contrôle préalable à l'embarquement</p>
Screening after boarding or in restricted areas	<p>(2) A screening officer may require a person on board a vessel or in a restricted area to un-</p>	<p>(2) L'agent de contrôle peut ordonner l'expulsion du bâtiment ou de la zone réglementée, ou l'enlèvement des biens qu'elle y a apportés</p>	<p>Contrôle à bord ou dans une zone réglementée</p>

dergo authorized screening and, if the person refuses,

(a) the officer may order the person to leave the vessel or restricted area and to remove from it any goods that the person took or had placed there; and

(b) the person shall leave the vessel or restricted area and remove or permit the removal of the goods immediately or, in the case of a vessel that is not docked, at the first reasonable opportunity.

Unaccompanied goods

(3) A screening officer may carry out authorized screening of any goods that are received at a marine facility for transport on a vessel and are not accompanied by a person who may give permission for the screening and the officer may use any force that is reasonably necessary to gain access to the goods.

False or misleading information

(4) Every person who knowingly makes any false or misleading statement to a screening officer, or knowingly provides false or misleading information to a screening officer, is guilty of an offence punishable on summary conviction and liable to a fine not exceeding \$5,000 or to imprisonment for a term not exceeding six months or to both.

Circumventing authorized screening

(5) Every person who contravenes subsection (2) or who wilfully circumvents authorized screening in any manner is guilty of an offence and liable

(a) on conviction on indictment, to a fine not exceeding \$10,000 or to imprisonment for a term not exceeding one year or to both; or

(b) on summary conviction, to a fine not exceeding \$5,000 or to imprisonment for a term not exceeding six months or to both.

Operators to post notices

**21.** (1) When authorized screening is required or authorized on a vessel or at a marine facility, the operator of the vessel or facility shall post notices stating that

(a) authorized screening is being carried out;

(b) no person is obliged to undergo authorized screening of their person if they choose not to board a vessel or enter a restricted area; and

ou fait mettre, à toute personne qui refuse de se soumettre au contrôle qu'il exige. Son ordre est exécutoire immédiatement ou, lorsque le bâtiment n'est pas à quai, dans les meilleurs délais.

(3) L'agent peut procéder, dans une installation maritime, au contrôle de biens destinés au transport par bâtiment mais non accompagnés. Le cas échéant, il peut employer la force justifiable en la circonstance pour y avoir accès.

Biens non accompagnés

(4) Quiconque fait sciemment une déclaration fautive ou trompeuse ou fournit sciemment une information fautive ou trompeuse à un agent de contrôle commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de 5 000\$ et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines.

Information fautive ou trompeuse

(5) L'inobservation du paragraphe (2) et le fait de déjouer volontairement un contrôle constituent des infractions passibles, sur déclaration de culpabilité :

Échec au contrôle

a) par mise en accusation, d'une amende maximale de 10 000\$ et d'un emprisonnement maximal d'un an, ou de l'une de ces peines;

b) par procédure sommaire, d'une amende maximale de 5 000\$ et d'un emprisonnement maximal de six mois, ou de l'une de ces peines.

**21.** (1) Dans les cas où le contrôle des personnes ou des biens est exigé ou autorisé, en vertu de la présente loi, à bord d'un bâtiment ou dans une installation maritime, l'exploitant est tenu d'afficher des avis avertissant à cet effet et précisant que le contrôle des personnes ou des biens n'est obligatoire que lorsque les personnes soit montent à bord ou pénètrent dans une zone réglementée, soit y placent leurs biens.

Obligation d'affichage



(c) no person is obliged to permit authorized screening of their goods if they choose not to have the goods placed on board the vessel or in the restricted area.

Placement and languages of notices

(2) The notices must be posted in prominent places where authorized screening is carried out and they must be written in both of the official languages of Canada and may, in addition, be written in any other language.

(2) Les avis doivent être placés bien en vue, aux lieux de contrôle, et au moins dans les deux langues officielles du Canada.

Emplacement et langue des avis

Offence

(3) Every person who contravenes this section is guilty of an offence punishable on summary conviction and liable

(3) L'inobservation du présent article constitue une infraction passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire :

Infraction

(a) in the case of an individual, to a fine not exceeding \$1,000; or

a) dans le cas d'une personne physique, d'une amende maximale de 1 000 \$;

(b) in the case of a corporation, to a fine not exceeding \$10,000.

b) dans le cas d'une personne morale, d'une amende maximale de 10 000 \$.

#### ENFORCEMENT

#### APPLICATION

Designation of security inspectors

**22.** (1) The Minister may designate persons or classes of persons whom the Minister considers qualified to act as security inspectors for the purposes of this Act or any of its provisions.

**22.** (1) Le ministre peut désigner les personnes, individuellement ou par catégorie, qu'il estime qualifiées pour remplir les fonctions d'inspecteur dans le cadre de la présente loi ou de telle de ses dispositions.

Désignation

Certificate of designation

(2) The Minister shall furnish every security inspector with a certificate of designation as a security inspector and, on entering any place or inspecting anything, a security inspector shall show the certificate to the person apparently in charge of the place or thing if the person requests proof of the security inspector's designation.

(2) Le ministre remet à chaque inspecteur un certificat attestant sa qualité que ce dernier présente, sur demande, à la personne apparemment responsable de la chose ou des lieux qui font l'objet de sa visite.

Certificat

Inspection of vessels and marine facilities

**23.** (1) For the purpose of ensuring compliance with this Act and any regulation, security measure or security rule, a security inspector may at any reasonable time, but subject to subsection (3), board and inspect any vessel or enter and inspect any marine facility if the inspector is designated to inspect the vessel or facility.

**23.** (1) En vue de faire observer la présente loi, les règlements et les mesures et règles de sûreté, l'inspecteur peut, dans le cadre de sa compétence, procéder, à toute heure convenable, à la visite de tout bâtiment ou installation maritime.

Inspection des bâtiments et installations maritimes

Powers of inspector

(2) When conducting the inspection, the security inspector may

(2) L'inspecteur peut, au cours de sa visite :

Pouvoirs de l'inspecteur

(a) require the attendance of and question any person who the inspector considers will be able to assist in the inspection;

a) exiger la présence des personnes qu'il juge à même de l'assister et les interroger;

(b) require any person to produce for inspection and copying any document that the inspector believes, on reasonable grounds, contains any information relevant to the

b) exiger, pour examen ou reproduction, la communication de tout document qui, à son avis, contient de l'information relative à l'application de la présente loi, des règlements ou des mesures ou règles de sûreté;

administration of this Act or the regulation, security measure or security rule;

(c) seize anything found in the course of the inspection that the inspector believes, on reasonable grounds, will afford evidence with respect to an offence under this Act; and

(d) detain any vessel that the inspector believes, on reasonable grounds, is a threat to the security of any person, goods, vessel or marine facility, until the inspector is satisfied that the vessel is no longer such a threat.

c) saisir tout élément qui, à son avis, peut servir à prouver une contravention à la présente loi;

d) retenir tout bâtiment qui, à son avis, constitue une menace pour la sécurité des personnes, des biens, des bâtiments ou des installations maritimes jusqu'à ce qu'il soit convaincu que la menace a disparu.

L'avis de l'inspecteur doit être fondé sur des motifs raisonnables.

Warrant required to enter dwelling-place

(3) A security inspector may not enter a dwelling-place except under the authority of a warrant or with the consent of the occupant or person apparently in charge of it.

(3) L'inspecteur ne peut toutefois pénétrer dans un local d'habitation sans l'autorisation du responsable ou de l'occupant que s'il est muni d'un mandat de perquisition.

Mandat pour local d'habitation

Authority to issue warrant

(4) Where on *ex parte* application a justice, as defined in section 2 of the *Criminal Code*, is satisfied by information on oath that

(a) the conditions for entry described in subsection (1) exist in relation to a dwelling-place,

(b) entry is necessary for any purpose relating to the administration or enforcement of this Act, and

(c) entry has been refused or there are reasonable grounds for believing that entry will be refused,

the justice may at any time sign and issue a warrant authorizing the security inspector named in the warrant to enter the dwelling-place subject to any conditions that may be specified in the warrant.

(4) Sur demande *ex parte*, le juge de paix — au sens de l'article 2 du *Code criminel* — peut délivrer un mandat autorisant, sous réserve des conditions éventuellement fixées, l'inspecteur qui y est nommé à pénétrer dans un local d'habitation s'il est convaincu, sur la foi d'une dénonciation sous serment, que sont réunis les éléments suivants :

a) les circonstances prévues au paragraphe (1) existent;

b) la visite est nécessaire pour l'application de la présente loi;

c) un refus a été opposé à la visite ou il y a des motifs raisonnables de croire que tel sera le cas.

Délivrance du mandat

Use of force

(5) The security inspector who executes the warrant shall not use force unless the inspector is accompanied by a peace officer and the use of force has been specifically authorized in the warrant.

(5) L'inspecteur ne peut recourir à la force dans l'exécution du mandat que si celui-ci en autorise expressément l'usage et que si lui-même est accompagné d'un agent de la paix.

Usage de la force

Search and seizure

**24.** For greater certainty, sections 487 to 492 of the *Criminal Code* apply in relation to this Act, but a security inspector may exercise the powers of search and seizure provided in section 487 without a warrant if the conditions for obtaining a warrant exist but the circumstances are such that the delay necessary to obtain a warrant would result in danger to human life or safety.

**24.** Il est entendu que les articles 487 à 492 du *Code criminel* s'appliquent à la présente loi, mais l'inspecteur peut exercer sans mandat les pouvoirs mentionnés à l'article 487 en matière de perquisition et de saisie lorsque la sécurité ou la vie humaine risquent d'être mises en péril du fait du temps nécessaire à l'obtention du mandat, sous réserve que les conditions de délivrance de celui-ci soient réunies.

Perquisition

Assistance to inspectors

**25.** (1) The operator of any vessel or marine facility boarded or entered by a security inspec-

**25.** (1) L'exploitant du bâtiment ou de l'installation maritime et toute personne s'y trou-

Assistance

tor who is carrying out functions under this Act, and every person found there, shall give the inspector all reasonable assistance in that person's power to enable the inspector to carry out those functions.

vant prêtent à l'inspecteur toute l'assistance possible dans l'exercice des fonctions que lui confère la présente loi.

Obstruction of inspectors

(2) When a security inspector is carrying out functions under this Act, no person shall fail to comply with any reasonable request of the inspector or otherwise wilfully obstruct the inspector.

(2) Il est interdit de manquer aux exigences que peut valablement formuler l'inspecteur agissant dans l'exercice de ses fonctions ou de volontairement entraver son action.

Entrave

Other prohibitions

(3) No person shall

(a) knowingly make any false or misleading statement or knowingly provide false or misleading information to a security inspector or other person carrying out functions under this Act;

(b) wilfully destroy any record or document required to be kept under this Act;

(c) make a false entry in a record required to be kept under this Act with intent to mislead, or wilfully omit to make any entry in such a record;

(d) remove, alter or interfere in any way with anything seized by a security inspector, except with the inspector's permission; or

(e) wilfully operate a vessel that has been detained under this Act, unless authorized to do so under this Act.

(3) Il est interdit :

a) de faire sciemment une déclaration fausse ou trompeuse ou de fournir sciemment un renseignement faux ou trompeur à un inspecteur ou à une autre personne chargée de l'application de la présente loi;

b) de détruire délibérément des dossiers ou autres documents dont la tenue est exigée sous le régime de la présente loi;

c) de faire de fausses inscriptions dans ces dossiers dans le dessein d'induire en erreur, ou d'omettre délibérément d'y faire une inscription;

d) sans l'autorisation de l'inspecteur, de modifier, de quelque manière que ce soit, l'état ou la situation d'objets saisis ou déplacés par lui;

e) sauf autorisation donnée en application de la présente loi, d'exploiter délibérément un bâtiment retenu sous le régime de celle-ci.

Autres interdictions

Offence

(4) Every person who contravenes this section is guilty of an offence and liable

(a) on conviction on indictment

(i) in the case of an individual, to a fine not exceeding \$10,000 or to imprisonment for a term not exceeding one year or to both, or

(ii) in the case of a corporation, to a fine not exceeding \$200,000; or

(b) on summary conviction

(i) in the case of an individual, to a fine not exceeding \$5,000 or to imprisonment for a term not exceeding six months or to both, or

(ii) in the case of a corporation, to a fine not exceeding \$100,000.

(4) L'inobservation du présent article constitue une infraction passible, sur déclaration de culpabilité :

a) par mise en accusation :

(i) dans le cas d'une personne physique, d'une amende maximale de 10 000\$ et d'un emprisonnement maximal d'un an, ou de l'une de ces peines,

(ii) dans le cas d'une personne morale, d'une amende maximale de 200 000\$;

b) par procédure sommaire :

(i) dans le cas d'une personne physique, d'une amende maximale de 5 000\$ et d'un emprisonnement maximal de six mois, ou de l'une de ces peines,

(ii) dans le cas d'une personne morale, d'une amende maximale de 100 000\$.

Infraction

GENERAL PROVISIONS RELATING TO  
OFFENCES

INFRACTIONS ET PEINES

Continuing offence	<p><b>26.</b> Where an offence is committed or continued on more than one day, the person who committed it is liable to be convicted of a separate offence for each day on which the offence is committed or continued.</p>	<p><b>26.</b> Il peut être compté une infraction distincte pour chacun des jours au cours desquels se commet ou se continue une infraction.</p>	Infraction continue
Limitation period for summary conviction offences	<p><b>27.</b> Proceedings by way of summary conviction may be instituted at any time within, but not later than, two years after the day on which the subject-matter of the proceedings arose.</p>	<p><b>27.</b> Les poursuites par voie de procédure sommaire se prescrivent par deux ans à compter de la date de survenance de l'événement.</p>	Prescription
Offence by employee or agent	<p><b>28.</b> (1) A person is liable to be convicted of an offence committed by their employee or agent, whether or not the employee or agent has been identified, prosecuted or convicted.</p>	<p><b>28.</b> (1) Toute personne peut être déclarée coupable d'une infraction à la présente loi commise par son agent ou mandataire, que cet agent ou mandataire ait été ou non identifié, poursuivi ou déclaré coupable.</p>	Infraction de l'agent ou du mandataire
Liability of operator of a vessel	<p>(2) The operator of a vessel is liable to be convicted of an offence committed in relation to the vessel by another person, whether or not the other person has been identified, prosecuted or convicted, but no person shall be convicted under this subsection if it is established that, without the operator's consent, the vessel was in the possession of another person at the time of the offence.</p>	<p>(2) L'exploitant d'un bâtiment peut être déclaré coupable d'une infraction à la présente loi, en rapport avec ce bâtiment, commise par une autre personne, que celle-ci ait été ou non identifiée, poursuivie ou déclarée coupable, à moins que, lors de l'infraction, le bâtiment n'ait été en la possession d'une autre personne sans son consentement.</p>	Exploitant du bâtiment
Liability of operator of marine facility	<p>(3) The operator of a marine facility is liable to be convicted of an offence committed with their consent by another person in relation to the facility, whether or not the other person has been identified, prosecuted or convicted.</p>	<p>(3) L'exploitant d'une installation maritime peut être déclaré coupable d'une infraction à la présente loi, en rapport avec cette installation maritime, commise par une autre personne avec son consentement, que cette personne ait été ou non identifiée, poursuivie ou déclarée coupable.</p>	Exploitant de l'installation maritime
Officers, etc., of corporation	<p>(4) An officer, director or agent of a corporation that commits an offence under this Act is liable to be convicted of the offence if he or she directed, authorized, assented to, acquiesced in or participated in the commission of the offence, whether or not the corporation has been prosecuted or convicted.</p> <p>1994, c. 40, s. 28; 2001, c. 29, s. 58(F).</p>	<p>(4) En cas de perpétration par une personne morale d'une infraction à la présente loi, ceux de ses dirigeants, administrateurs ou mandataires qui l'ont ordonnée ou autorisée, ou qui y ont consenti ou participé, sont considérés comme des coauteurs de l'infraction.</p> <p>1994, ch. 40, art. 28; 2001, ch. 29, art. 58(F).</p>	Personnes morales et leurs dirigeants, etc.
Defence	<p><b>29.</b> For greater certainty, no person is liable to be convicted of an offence if the person exercised all due diligence to prevent its commission.</p>	<p><b>29.</b> Il est entendu que nul ne peut être déclaré coupable d'une infraction à la présente loi s'il a pris toutes les mesures nécessaires pour éviter sa perpétration.</p>	Moyens de défense
Things seized or detained	<p><b>30.</b> Where a proceeding is commenced in respect of an offence involving anything seized or detained under this Act and it is detained until the final conclusion of the proceeding, it must be returned to its lawful owner or to the person lawfully entitled to its possession, un-</p>	<p><b>30.</b> Les objets saisis ou retenus en vertu de la présente loi sont rendus à leur propriétaire légitime ou à la personne qui a légitimement droit à leur possession dès le règlement de l'affaire, à moins que cette personne ne soit déclarée coupable d'une infraction à la présente loi.</p>	Objets saisis ou retenus

less that person has been convicted of an offence under this Act, in which case it may be detained until any fine imposed on conviction has been paid, or it may be sold in satisfaction of the fine or any part of it.

Recovery of fines

**31.** (1) Where a fine imposed on a person convicted of an offence is not paid when required, the conviction may be registered in the superior court of the province in which the trial was held and, when registered, has the same effect as if the conviction were a judgment of that court obtained by Her Majesty in right of Canada against the convicted person for a debt in the amount of the fine.

Dans ce cas, ils peuvent être retenus jusqu'à paiement de l'amende éventuellement imposée ou vendus, le produit de leur aliénation étant alors affecté en tout ou en partie au paiement de celle-ci.

Recouvrement des amendes

**31.** (1) En cas de défaut de paiement, à la date fixée, d'une amende pour une infraction prévue à la présente loi, la déclaration de culpabilité du défaillant peut être enregistrée à la juridiction supérieure de la province où le procès a eu lieu. Dès lors, toute procédure d'exécution peut être engagée, la condamnation ayant valeur de jugement de cette juridiction obtenu par Sa Majesté du chef du Canada contre la personne en cause pour créance impayée d'un montant équivalent à celui de l'amende.

Recovery of costs

(2) All reasonable costs involved in registering the conviction are recoverable in the same way as if they were part of the fine.

(2) Tous les frais exposés pour l'enregistrement peuvent être recouvrés comme s'ils avaient été enregistrés avec la déclaration de culpabilité.

Recouvrement des frais

## ADMINISTRATIVE PENALTIES

### INTERPRETATION

Definition of "violation"

**32.** In sections 33 to 51, "violation" means a contravention of a provision that is designated as a violation by the regulations.

1994, c. 40, s. 32; 2001, c. 29, s. 59.

## SANCTIONS ADMINISTRATIVES

### DÉFINITION

**32.** Aux articles 33 à 51, «violation» s'entend de toute contravention à une disposition qualifiée de violation par les règlements.

1994, ch. 40, art. 32; 2001, ch. 29, art. 59.

Définition de « violation »

### ASSURANCES OF COMPLIANCE AND NOTICES OF VIOLATION

If reasonable grounds to believe a violation

**33.** (1) If the Minister has reasonable grounds to believe that a person has committed a violation, the Minister may

(a) enter into an assurance of compliance with the person that

(i) identifies the violation and provides that the person will comply with the provision to which the violation relates within the period, and be subject to the terms and conditions, specified in the assurance,

(ii) sets out the amount and form of any security that, pending compliance with the assurance, must be deposited with the Minister, and

(iii) sets out the penalty, fixed by or within the range fixed by the regulations, that the person would have been liable to pay for the violation if the assurance had not been entered into; or

### TRANSACTION ET PROCÈS-VERBAL

**33.** (1) S'il a des motifs raisonnables de croire qu'une violation a été commise, le ministre peut :

a) soit conclure avec le contrevenant une transaction en vue de l'observation, dans le délai précisé et aux conditions fixées, de la disposition enfreinte et fixer le montant et la forme de la caution à verser pour garantir l'exécution de la transaction ainsi que le montant de la sanction, en application des règlements, qu'il aurait eu à payer s'il n'avait pas conclu la transaction;

b) soit dresser un procès-verbal — qu'il fait signifier au contrevenant — comportant, outre le nom du contrevenant et les faits reprochés, le montant de la sanction à payer, fixé en application des règlements, ainsi que le délai, soit trente jours après signification de l'avis, et les modalités de paiement ou de requête en révision.

Transaction ou procès-verbal

	<p>(b) issue, and cause to be served on the person, a notice of violation that names the person, identifies the violation and sets out</p> <p>(i) the penalty, fixed by or within the range fixed by the regulations, that the person is liable to pay for the violation,</p> <p>(ii) the period, being thirty days after notice is served, within which the penalty must be paid or a review must be requested, and</p> <p>(iii) particulars of the manner in which, and the address at which, the penalty must be paid or a review requested.</p>		
Extension of period	<p>(2) The Minister may extend the period specified under subparagraph (1)(a)(i) if the Minister is satisfied that the person is unable to comply with the assurance of compliance for reasons beyond the person's control.</p>	<p>(2) S'il estime que le contrevenant ne peut exécuter la transaction dans le délai précisé pour des raisons indépendantes de sa volonté, le ministre peut proroger celui-ci.</p>	Prorogation du délai
Short-form descriptions in notices of violation	<p>(3) The Minister may establish, in respect of each violation, a short-form description to be used in notices of violation.</p> <p>2001, c. 29, s. 59.</p>	<p>(3) Il peut établir, pour toute violation, une description abrégée à utiliser dans les procès-verbaux.</p> <p>2001, ch. 29, art. 59.</p>	Description abrégée
Deemed violation	<p><b>34.</b> (1) A person who enters into an assurance of compliance under paragraph 33(1)(a) is, unless a review is requested under subsection (2), deemed to have committed the violation in respect of which the assurance was entered into.</p>	<p><b>34.</b> (1) Sauf s'il présente une requête en révision au titre du paragraphe (2), le contrevenant qui conclut une transaction est réputé avoir commis la violation en cause.</p>	Commission de la violation
Request for review	<p>(2) A person who enters into an assurance of compliance may, within forty-eight hours after the assurance is signed, unless a notice of default is served within that period under subsection 36(1), file a request with the Tribunal for a review of the facts of the violation, in which case the assurance is deemed to be a notice of violation and a review under subsection 39(1) of the facts of the violation and of the amount of the penalty is deemed to have been requested.</p> <p>2001, c. 29, s. 59.</p>	<p>(2) Le contrevenant qui conclut une transaction peut, dans les quarante-huit heures suivant la signature de celle-ci, mais avant signification de l'avis de défaut visé au paragraphe 36(1), déposer auprès du Tribunal une requête en révision des faits reprochés, auquel cas la transaction est réputée être un procès-verbal et le contrevenant est réputé avoir déposé une requête en révision des faits reprochés ou du montant de la sanction en vertu du paragraphe 39(1).</p> <p>2001, ch. 29, art. 59.</p>	Requête en révision
When assurance of compliance complied with	<p><b>35.</b> If the Minister is satisfied that an assurance of compliance under paragraph 33(1)(a) has been complied with, the Minister shall cause a notice to that effect to be served on the person and, on the service of the notice,</p> <p>(a) no further proceedings may be taken against the person with respect to the violation in respect of which the assurance was entered into; and</p>	<p><b>35.</b> S'il estime que l'intéressé a exécuté la transaction, le ministre en avise celui-ci. Sur signification de l'avis :</p> <p>a) aucune poursuite ne peut être intentée contre l'intéressé pour la même violation;</p> <p>b) toute caution versée au titre de l'alinéa 33(1) a) est remise à l'intéressé.</p> <p>2001, ch. 29, art. 59.</p>	Avis d'exécution

(b) any security deposited under subparagraph 33(1)(a)(ii) must be returned to the person.

2001, c. 29, s. 59.

When assurance of compliance not complied with

**36.** (1) If the Minister is of the opinion that a person who has entered into an assurance of compliance has not complied with it, the Minister may cause a notice of default to be served on the person to the effect that, unless a member determines under section 37, or an appeal panel decides under section 40, that the assurance has been complied with,

(a) the person is liable to pay double the amount of the penalty set out in the assurance; or

(b) the security deposited under subparagraph 33(1)(a)(ii) is forfeited to Her Majesty in right of Canada.

Contents of notice

(2) A notice under subsection (1) shall include the address at which, and the date, being thirty days after the notice is served, on or before which, a request for a review may be filed.

No set-off

(3) On the service of a notice of default, the person served has no right of set-off against any amount spent by the person under the assurance of compliance.

2001, c. 29, s. 59.

Request for review

**37.** (1) A person who is served with a notice under subsection 36(1) may, on or before the date specified in the notice or within any further time that the Tribunal on application allows, file a written request for a review.

Time and place for review

(2) On receipt of a request filed under subsection (1), the Tribunal shall appoint a time and place for the review and shall notify the Minister and the person who filed the request of the time and place in writing.

Review procedure

(3) The member of the Tribunal assigned to conduct the review shall provide the Minister and the person who filed the request with an opportunity consistent with procedural fairness and natural justice to present evidence and make representations.

Burden of proof

(4) The burden is on the Minister to establish that the person did not comply with the assurance of compliance referred to in the notice. The person is not required, and shall not be

**36.** (1) S'il estime que l'intéressé n'a pas exécuté la transaction, le ministre peut lui signifier un avis de défaut qui l'informe que, sauf si le conseiller ou le comité conclut respectivement au titre des articles 37 ou 40 que la transaction a été exécutée :

a) soit il doit payer le double du montant de la sanction prévue par la transaction;

b) soit la caution versée au titre de l'alinéa 33(1) a) est confisquée au profit de Sa Majesté du chef du Canada.

Avis de défaut d'exécution

(2) Sont notamment indiqués dans l'avis le lieu et la date limite, à savoir trente jours après signification de l'avis, du dépôt d'une éventuelle requête en révision.

Contenu de l'avis

(3) Sur signification de l'avis de défaut, l'intéressé perd tout droit à la compensation pour les sommes exposées dans le cadre de la transaction.

Effet de l'inexécution

2001, ch. 29, art. 59.

**37.** (1) Le contrevenant peut faire réviser la décision du ministre prise en vertu du paragraphe 36(1) en déposant une requête en révision auprès du Tribunal, au plus tard à la date limite qui est indiquée à l'avis, ou dans le délai supérieur éventuellement accordé à sa demande par le Tribunal.

Requête en révision

(2) Le Tribunal, sur réception de la requête, fixe la date, l'heure et le lieu de l'audience et en avise par écrit le ministre et le contrevenant.

Audience

(3) À l'audience, le conseiller commis à l'affaire accorde au ministre et au contrevenant la possibilité de présenter leurs éléments de preuve et leurs observations, conformément aux principes de l'équité procédurale et de la justice naturelle.

Déroulement

(4) Il incombe au ministre d'établir la responsabilité du contrevenant; celui-ci n'est cependant pas tenu de témoigner.

Charge de la preuve

	compelled, to give any evidence or testimony in the matter.		
Certain defences not available	(5) A person does not have a defence by reason that the person exercised all due diligence to comply with the assurance of compliance.	(5) Le contrevenant ne peut invoquer en défense le fait qu'il a pris toutes les mesures nécessaires pour exécuter la transaction.	Exclusion de certains moyens de défense
Determination	(6) The member may confirm the Minister's decision or determine that the person has complied with the assurance of compliance. 2001, c. 29, s. 59.	(6) Le conseiller peut confirmer la décision du ministre ou conclure que la transaction a été exécutée par le contrevenant. 2001, ch. 29, art. 59.	Décision
Return of security	<b>38.</b> Any security deposited under subparagraph 33(1)(a)(ii) shall be returned to the person if  (a) the person pays double the amount of the penalty set out in the assurance of compliance in accordance with a notice under subsection 36(1); or  (b) a member determines under subsection 37(6), or an appeal panel decides under subsection 40(3), that the assurance has been complied with. 2001, c. 29, s. 59.	<b>38.</b> La caution versée par le contrevenant au titre de l'alinéa 33(1) a) lui est remise :  a) en cas de signification de l'avis mentionné au paragraphe 36(1), lorsque le contrevenant paie le double du montant de la sanction prévue par la transaction;  b) lorsque le conseiller en vertu du paragraphe 37(6) ou le comité en vertu du paragraphe 40(3) conclut que la transaction a été exécutée. 2001, ch. 29, art. 59.	Remise de la caution
Notice of violation	<b>39.</b> (1) A person served with a notice of violation under paragraph 33(1)(b) must  (a) pay the amount of the penalty; or  (b) within thirty days after being served or any further time that the Tribunal on application allows, file with the Tribunal a written request for a review of the facts of the violation or the amount of the penalty.	<b>39.</b> (1) Si le ministre ne transige pas, le contrevenant doit soit payer le montant de la sanction infligée initialement, soit, dans les trente jours suivant la signification du procès-verbal ou dans le délai supérieur éventuellement accordé à sa demande par le Tribunal, déposer auprès de celui-ci une requête en révision des faits reprochés ou du montant de la sanction.	Option en cas de refus de transiger
When review not requested	(2) If a review of the facts of the violation is not requested, the person is deemed to have committed the violation in respect of which the notice was served.	(2) L'omission de déposer une requête en révision des faits reprochés vaut déclaration de responsabilité à l'égard de la violation.	Aucune requête
Time and place for review	(3) On receipt of a request filed under paragraph (1)(b), the Tribunal shall appoint a time and place for the review and shall notify the Minister and the person who filed the request of the time and place in writing.	(3) Le Tribunal, sur réception de la requête, fixe la date, l'heure et le lieu de l'audience et en avise par écrit le ministre et le contrevenant.	Audience
Review procedure	(4) The member of the Tribunal assigned to conduct the review shall provide the Minister and the person who filed the request with an opportunity consistent with procedural fairness and natural justice to present evidence and make representations.	(4) À l'audience, le conseiller commis à l'affaire accorde au ministre et au contrevenant la possibilité de présenter leurs éléments de preuve et leurs observations, conformément aux principes de l'équité procédurale et de la justice naturelle.	Déroulement
Burden of proof	(5) The burden is on the Minister to establish that the person committed the violation referred to in the notice. The person is not re-	(5) S'agissant d'une requête portant sur les faits reprochés, il incombe au ministre d'établir	Charge de la preuve



	quired, and shall not be compelled, to give any evidence or testimony in the matter.	la responsabilité du contrevenant; celui-ci n'est cependant pas tenu de témoigner.	
Determination	(6) The member may confirm the Minister's decision or, subject to any regulations made under paragraph 51(c), substitute his or her own determination. 2001, c. 29, s. 59.	(6) Le conseiller peut confirmer la décision du ministre ou, sous réserve des règlements pris en vertu de l'alinéa 51 c), y substituer sa propre décision. 2001, ch. 29, art. 59.	Décision
Right of appeal	<b>40.</b> (1) The Minister or the person who requested the review of the decision may appeal a determination made under subsection 37(6) or 39(6) to the Tribunal within thirty days after the determination.	<b>40.</b> (1) Le ministre ou le contrevenant peut faire appel au Tribunal de la décision rendue en vertu des paragraphes 37(6) ou 39(6). Dans les deux cas, le délai d'appel est de trente jours suivant la décision.	Appel
Loss of right of appeal	(2) A party that does not appear at a review hearing is not entitled to appeal a determination, unless they establish that there was sufficient reason to justify their absence.	(2) La partie qui ne se présente pas à l'audience portant sur la requête en révision perd le droit de porter la décision en appel, à moins qu'elle ne fasse valoir des motifs valables justifiant son absence.	Perte du droit d'appel
Disposition of appeal	(3) The appeal panel of the Tribunal assigned to hear the appeal may <i>(a)</i> in the case of a determination made under subsection 37(6), dismiss the appeal or allow the appeal and substitute its own decision; or <i>(b)</i> in the case of a determination made under subsection 39(6), dismiss the appeal, or allow the appeal and, subject to regulations made under paragraph 51(c), substitute its own decision. 2001, c. 29, s. 59.	(3) Le comité du Tribunal peut : <i>a)</i> dans le cas d'une décision visée au paragraphe 37(6), rejeter l'appel ou y faire droit et substituer sa propre décision à celle en cause; <i>b)</i> dans le cas d'une décision visée au paragraphe 39(6), rejeter l'appel ou y faire droit et, sous réserve des règlements pris en vertu de l'alinéa 51 c), substituer sa propre décision à celle en cause. 2001, ch. 29, art. 59.	Sort de l'appel

CHOICE OF PROCEEDINGS

How contravention may be proceeded with	<b>41.</b> If a contravention can be proceeded with as a violation or as an offence, the Minister may commence proceedings in respect of that contravention as a violation or recommend that it be proceeded with as an offence, but it may be proceeded with only as one or the other. 2001, c. 29, s. 59.
---	--

CHOIX DE POURSUITES

<b>41.</b> Dans le cas où elle peut être réprimée comme violation ou comme infraction, la contravention est poursuivie comme violation ou, sur recommandation du ministre, comme infraction, les poursuites pour violation et celles pour infraction s'excluant toutefois mutuellement. 2001, ch. 29, art. 59.	Contravention qualifiable de violation et d'infraction
---	--

RECOVERY OF DEBTS

Debts due to Her Majesty	<b>42.</b> The following amounts constitute debts due to Her Majesty in right of Canada that may be recovered in a court of competent jurisdiction: <i>(a)</i> unless a review of the amount of a penalty is requested under subsection 39(1), the amount of the penalty, from the time the no-
--------------------------	--

RECOUVREMENT DES CRÉANCES

<b>42.</b> Constituent une créance de Sa Majesté du chef du Canada, dont le recouvrement peut être poursuivi à ce titre devant le tribunal compétent : <i>a)</i> sauf en cas de présentation d'une requête en révision du montant de la sanction au titre du paragraphe 39(1), ce montant, à compter de la date de signification du procès-verbal;	Créances de Sa Majesté
---	------------------------

tice of violation that sets out the penalty is served;

(b) the amount of a penalty set out in a notice of default referred to in subsection 36(1), from the time the notice under that subsection is served;

(c) the amount of a penalty determined by a member under section 39, or decided by an appeal panel under section 40, from the time of the respective determination or decision; and

(d) the amount of any reasonable expenses incurred in attempting to recover an amount referred to in any of paragraphs (a) to (c).

2001, c. 29, s. 59.

Certificate

**43.** (1) All or part of a debt referred to in section 42 in respect of which there is a default of payment may be certified by the Minister or the Tribunal, as the case may be.

Registration of certificate

(2) On production to the Federal Court, a certificate shall be registered. When it is registered, a certificate has the same force and effect, and proceedings may be taken in connection with it, as if it were a judgment obtained in that Court for a debt of the amount specified in it and all reasonable costs and charges attendant on its registration.

2001, c. 29, s. 59.

b) la somme devant être payée au titre de l'avis de défaut visé au paragraphe 36(1), à compter de la date de signification de l'avis;

c) le montant de la sanction fixé par le conseiller ou le comité dans le cadre de la requête prévue aux articles 39 ou 40, à compter de la date de la décision;

d) le montant des frais raisonnables engagés en vue du recouvrement d'une somme visée à l'un des alinéas a) à c).

2001, ch. 29, art. 59.

**43.** (1) Le ministre ou le Tribunal, selon le cas, peut établir un certificat de non-paiement pour la partie impayée de toute créance visée à l'article 42.

Certificat de non-paiement

(2) La Cour fédérale enregistre tout certificat visé au paragraphe (1) déposé auprès d'elle. L'enregistrement confère au certificat la valeur d'un jugement de cette juridiction pour la somme visée et les frais afférents.

Enregistrement en Cour fédérale

2001, ch. 29, art. 59.

#### RULES OF LAW ABOUT VIOLATIONS

Violations are not offences

**44.** For greater certainty, a violation is not an offence and, accordingly, section 126 of the *Criminal Code* does not apply.

2001, c. 29, s. 59.

Defence

**45.** For greater certainty, no person is liable for the commission of a violation if the person exercised all due diligence to prevent the commission.

2001, c. 29, s. 59.

Violation by employee or agent

**46.** (1) A person is liable for a violation committed by their employee or agent, whether or not the employee or agent has been identified or proceeded against under sections 33 to 43.

Liability of operator of a vessel

(2) The operator of a vessel is liable for a violation committed in relation to the vessel by another person, whether or not the other person has been identified or proceeded against under

#### RÈGLES PROPRES AUX VIOLATIONS

**44.** Il est entendu que les violations n'ont pas valeur d'infractions; en conséquence, l'article 126 du *Code criminel* ne s'applique pas en l'espèce.

2001, ch. 29, art. 59.

Précision

**45.** Il est entendu que nul ne peut être reconnu responsable d'une violation s'il a pris toutes les mesures nécessaires pour l'éviter.

2001, ch. 29, art. 59.

Moyens de défense

**46.** (1) Toute personne peut être reconnue responsable de la violation commise par son agent ou mandataire, que cet agent ou mandataire soit ou non identifié ou poursuivi aux termes des articles 33 à 43.

Infraction de l'agent ou du mandataire

(2) L'exploitant d'un bâtiment peut être reconnu responsable d'une violation, en rapport avec ce bâtiment, commise par une autre personne, que celle-ci ait été ou non identifiée ou

Exploitant du bâtiment

sections 33 to 43 unless, at the time of the violation, the vessel was in the possession of another person without the operator's consent.

poursuivie aux termes des articles 33 à 43 de la présente loi, à moins que, lors de la violation, le bâtiment n'ait été en la possession d'une autre personne sans son consentement.

Liability of operator of marine facility

(3) The operator of a marine facility is liable for a violation committed with their consent by another person in relation to the facility, whether or not the other person has been identified or proceeded against under sections 33 to 43.

(3) L'exploitant d'une installation maritime peut être reconnu responsable d'une violation, en rapport avec cette installation maritime, commise par une autre personne avec son consentement, que cette personne ait été ou non identifiée ou poursuivie aux termes des articles 33 à 43 de la présente loi.

Exploitant de l'installation maritime

Officers, etc., of corporation

(4) An officer, director or agent of a corporation that commits a violation under this Act is a party to and liable for the violation if he or she directed, authorized, assented to, acquiesced in or participated in the commission of the violation, whether or not the corporation has been identified or proceeded against under sections 33 to 43.

(4) En cas de commission par une personne morale d'une violation, ceux de ses dirigeants, administrateurs ou mandataires qui l'ont ordonnée ou autorisée, ou qui y ont consenti ou participé, sont considérés comme des coauteurs de la violation, que la personne morale ait été ou non identifiée ou poursuivie aux termes des articles 33 à 43 de la présente loi.

Personnes morales, leurs dirigeants, etc.

2001, c. 29, s. 59.

2001, ch. 29, art. 59.

#### GENERAL PROVISIONS

#### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Notations removed

**47.** (1) Unless the Minister is of the opinion that it is not in the public interest to do so, five years after the last day on which any of the following events occurs, the Minister is to remove every notation of violation or default, and every suspension or cancellation of the designation of or refusal to designate or to renew the designation of a person as a screening officer on prescribed grounds, from any records that the Minister may keep respecting the person:

**47.** (1) À moins que le ministre n'estime que cela est contraire à l'intérêt public, toutes les mentions relatives aux violations commises par le contrevenant, aux transactions conclues par celui-ci ainsi qu'aux suspensions, annulations ou refus de renouvellement de la désignation d'un agent de contrôle ou au refus de désigner une personne à ce titre pour les motifs réglementaires sont radiées du dossier que le ministre tient à l'égard de l'intéressé cinq ans après le dernier en date des événements suivants :

Dossiers

(a) payment by the person of every penalty that the person is liable to pay after a notice of violation, a notice of default, a determination of a member of the Tribunal on review or a decision of an appeal panel of the Tribunal; or

a) le paiement par le contrevenant de toutes les sanctions imposées au titre d'un procès-verbal, d'un avis de défaut ou de la décision du Tribunal;

(b) the suspension or cancellation of the designation of, or the refusal to designate or to renew the designation of, the person as a screening officer under section 19.2.

b) la suspension ou l'annulation de la désignation d'un agent de contrôle ou le refus de la renouveler ou de désigner une personne à ce titre en vertu de l'article 19.2.

Duty to notify

(2) When the Minister is of the opinion that removal of a notation is not in the public interest, the Minister shall give notice of that fact to the person.

(2) Lorsqu'il estime que la radiation est contraire à l'intérêt public, le ministre en donne avis à l'intéressé.

Notification

Contents of notice

(3) A notice under subsection (2) shall provide all relevant information concerning the grounds on which the Minister has refused to remove the notation and shall include the ad-

(3) Sont notamment indiqués dans l'avis le lieu et la date limite, à savoir trente jours après signification de l'avis, du dépôt d'une éven-

Contenu de l'avis

	dress at which, and the date, being thirty days after the notice is served, on or before which, a request for a review may be filed.	tuelle requête en révision, ainsi que les motifs à l'appui de la décision du ministre.	
Review	(4) Subsections 37(1) to (3) apply in respect of a refusal to remove a notation, with any modifications that the circumstances require.	(4) Les paragraphes 37(1) à (3) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, au refus de rader les mentions.	Requête en révision
Determination	(5) The member of the Tribunal assigned to conduct the review may confirm the Minister's decision or refer the matter back to the Minister for reconsideration.	(5) Le conseiller peut confirmer la décision du ministre ou lui renvoyer l'affaire pour réexamen.	Décision
Right of appeal	(6) The person may, within thirty days after a determination is made under subsection (5), appeal the determination to the Tribunal.	(6) L'intéressé peut faire appel au Tribunal de la décision rendue en vertu du paragraphe (5). Le délai d'appel est de trente jours suivant la décision.	Appel
Loss of right of appeal	(7) If the person does not appear at the review hearing, the person is not entitled to appeal a determination unless they establish that there was sufficient reason to justify their absence.	(7) L'intéressé qui ne se présente pas à l'audience de la requête en révision perd le droit de porter la décision en appel, à moins qu'il ne fasse valoir des motifs valables justifiant son absence.	Perte du droit d'appel
Disposition of appeal	(8) The appeal panel of the Tribunal assigned to hear the appeal may dismiss the appeal or refer the matter back to the Minister for reconsideration. 2001, c. 29, s. 59.	(8) Le comité du Tribunal peut rejeter l'appel ou renvoyer l'affaire au ministre pour réexamen. 2001, ch. 29, art. 59.	Sort de l'appel
Public record	<b>48.</b> The Minister shall keep a public record of notations of violations or default that appear on any record that the Minister may keep respecting persons under this Act. 2001, c. 29, s. 59.	<b>48.</b> Le ministre tient un registre public des procès-verbaux et avis de défaut au dossier d'une personne. 2001, ch. 29, art. 59.	Registre public
Limitation period	<b>49.</b> No notice of violation may be issued more than two years after the Minister becomes aware of the violation. 2001, c. 29, s. 59.	<b>49.</b> Le procès-verbal ne peut être dressé plus de deux ans après la date à laquelle le ministre a eu connaissance des éléments constitutifs de la violation. 2001, ch. 29, art. 59.	Délai
Certificate of Minister	<b>50.</b> A document that purports to have been issued by the Minister and certifies the day on which the Minister became aware of a violation is evidence, without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed the document, that the Minister became aware of the violation on that day. 2001, c. 29, s. 59.	<b>50.</b> Le certificat paraissant délivré par le ministre et attestant la date à laquelle il a eu connaissance des éléments visés à l'article 49 est admis en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ou la qualité officielle du signataire et fait foi de son contenu. 2001, ch. 29, art. 59.	Certificat du ministre
REGULATIONS		RÈGLEMENTS	
Regulations	<b>51.</b> The Governor in Council may make regulations  (a) designating, as a violation that may be proceeded with in accordance with sections	<b>51.</b> Le gouverneur en conseil peut, par règlement :  a) désigner comme violation punissable au titre des articles 33 à 46, 49 et 50 la contra-	Règlements

33 to 46, 49 and 50, the contravention of a provision that is an offence under this Act;

(b) designating violations that, if continued on more than one day, constitute a separate violation for each day on which they are continued;

(c) designating violations that may be proceeded with by issuing notices of violation and fixing a penalty or a range of penalties in respect of each such violation, up to a maximum of \$25,000 but in any event not greater than the maximum fine that would be payable if the violation were proceeded with by way of summary conviction; and

(d) prescribing anything that by subsections 33 to 50 is to be prescribed.

2001, c. 29, s. 59.

vention — si elle constitue une infraction à la présente loi — à une disposition visée;

b) désigner les violations pour lesquelles il est compté des violations distinctes pour chacun des jours au cours desquels elles se continuent;

c) désigner les violations qui peuvent faire l'objet d'un procès-verbal et fixer le montant — notamment par barème — de la sanction applicable à chacune de ces violations, qui ne peut dépasser 25 000 \$ ni le montant de l'amende maximale dont la violation aurait été passible si elle avait été poursuivie par procédure sommaire;

d) prendre toute mesure d'ordre réglementaire prévue par les articles 33 à 50.

2001, ch. 29, art. 59.